

# Guerre ou paix en Irak : un enjeu européen



Daniel Cirera \*

**G**eorges W. Bush ne fait pas mystère de son impatience à lancer les opérations militaires contre l'Irak, aussi vite que possible. Son discours sur « l'état de l'union » a été clair. Son entourage précise sans détour que ni l'ONU, ni les réserves voire l'opposition de la communauté internationale et même d'alliés, ne sauraient constituer un obstacle aux projets d'intervention.

Pourtant, alors même que Washington durcit le ton, le sentiment de fatalité de cette guerre, maintenant annoncée, et préparée, depuis plusieurs mois, recule.

Les évolutions des opinions publiques, les nouveaux délais accordés aux inspecteurs de l'ONU le 27 janvier, la montée du mouvement anti-guerre, y compris aux Etats-Unis, les prises de positions de responsables politiques, au Congrès même, ainsi que les tensions avec des pays comme la France et l'Allemagne, ont alimenté la crédibilité qu'il est encore possible d'empêcher la guerre.

Que les Etats-Unis aient les moyens militaires d'en venir à leurs fins fait peu de doute (1). Et les préparatifs s'intensifient dans ce sens. Mais, alors que les Etats-Unis sont réellement une puissance sans équivalent et sans rival, où sont donc les résistances, les obstacles, les contradictions et les contre-tendances qui permettent de continuer à imaginer une issue politique à la crise, et donc à agir ? Qu'est-ce qui a fait que l'arrogance affichée par le Président américain à la tribune de l'ONU le 12 septembre, est devenue impatience, acceptation du passage devant le Conseil de Sécurité, acceptation d'un nouveau délai pour les inspecteurs en février, et en fin de compte se traduise par des tensions, avec des alliés, notamment européens ?

Contrairement à la guerre du Golfe de 1991, aux bombardements de l'OTAN au Kosovo, et à l'intervention en Afghanistan, la guerre contre l'Irak souffre de légitimité fondamentale dans les opinions,

en dépit du rejet unanime du régime dictatorial de Saddam Hussein, et du peu de confiance qu'*a priori* on peut lui faire.

C'est un fait que les raisons avancées – possession d'armes de destruction massive, démocratisation du système, lutte contre le terrorisme – n'ont pas résisté face au comportement global de l'administration Bush, notamment depuis le 11 septembre. Les véritables intentions sont évidentes pour l'opinion publique : par la mise en place à Bagdad d'un régime qui leur soit dévoué, les Etats-Unis se donnent un moyen exceptionnel d'une main-mise sur les réserves pétrolières de l'Irak, les deuxième on le sait, du monde, d'excellente qualité et d'un prix d'extraction de l'ordre de 70 cts le baril ! Mais aussi ils se donnent les moyens d'un remodelage de l'ensemble d'une région, stratégique à tous les points de vue. Avec des moyens de pression sans équivalent, dans l'avenir, face au Japon, à la Chine, et à l'Europe.

Plus globalement encore, il faut le rappeler, les dirigeants néo-conservateurs américains, voient dans la fenêtre d'opportunité ouverte par le 11 septembre, et la « guerre préventive » contre l'Irak, l'affirmation de leur hégémonie, et la primauté qu'ils souhaiteraient absolue, dans le rapport de forces actuel, de leur force militaire.

Point n'est besoin d'insister ici sur les raisons morales, essentielles, de s'opposer à cette guerre. **De tout faire, à tous les niveaux, pour inverser la marche vers la catastrophe annoncée.** D'abord, tout simplement, pour épargner des populations déjà tellement éprouvées par des années de répression et de privation de liberté, et une décennie d'un embargo qui n'a fait que renforcer et légitimer plus encore la dictature.

Le refus de la « guerre sans fin du Bien contre le Mal » qui ruine les avancées d'une démocratisation – encore à venir – des relations internationales, le refus de la guerre tout simplement, sont des raisons suffisantes en soi.

Les inquiétudes quant aux conséquences économiques de la guerre appellent des résistances. Alors que la récession menace, le plan dit de « relance pour la croissance et l'emploi » présenté par le Président américain à Chicago, pour tenter d'y faire face, vise aussi à anticiper, et la guerre... et les élections. Un plan de soutien aux marchés financiers portant, on le sait, sur 674 milliards de dollars sur 10 ans (le double de ce qui était prévu). Comment ne pas y voir ainsi, outre un plan de « lutte des classes » en faveur des riches, comme le rapporte le Financial Times, mais aussi un plan de guerre, pour attirer les capitaux et assurer l'hégémonie du dollar, face à l'Europe et au monde ?

**Il y a donc une dimension proprement européenne dans cette crise :** dans les risques et les conséquences, dans les enjeux, dans les rapports entre Europe, européens, et Etats-Unis. Parce que la construction de l'Europe est directement visée par la dynamique impérialiste américaine.

Dimension européenne aussi dans la responsabilité pour empêcher la guerre. Au plan des Etats. Mais aussi au plan des manifestations et de l'opinion. Ce qui se passe chez nous, en effet, influe sur l'opinion américaine, qui, majoritairement, n'accepte une intervention que si elle a l'aval de l'ONU, et un certain soutien des alliés des Etats-Unis.

Rarement le décalage et les tensions ont paru aussi grands entre les alliés, entre les américains et européens, dans les opinions assurément, mais aussi au niveau des gouvernements. L'agressivité de Donald Rumsfeld contre la « vieille Europe », représentée par la France et l'Allemagne, comme les menaces directes contre Bonn et Paris, qui traduisent une situation de tensions, a peu de précédents. La riposte s'est durcie avec l'appel à se ranger sans réserve derrière les Etats Unis, signés par les dirigeants de huit pays européens, conduit par Londres. Une réponse brutale à la France et l'Allemagne rélélatrice de l'importance que revêt pour Washington un appui européen. Mais c'est un signal de contradictions qui interrogent sur la capacité des européens, dans une crise qui les concerne directement, à aller au bout de la défense de leurs intérêts, et de valeurs, d'un modèle social et démocratique différent de celui, ultralibéral, dominateur et militarisé, que prétendent imposer les Etats-Unis.

Européens, nous sommes directement concernés par cette guerre et ses conséquences, en Méditerranée et au Moyen-Orient. L'exacerbation durable de tensions, dans cette région, à laquelle nous appartenons, ne peut pas avoir des conséquences de toute nature. Le très conservateur commissaire européen chargé des Relations extérieures appelle à y « réfléchir à deux fois » – aux conséquences d'une intervention – alors que « *le monde islamique continuera d'assister à l'humiliation d'un autre pays arabe, à voir des enfants palestiniens face à des chars israéliens dans les rues de Ramallah, Hebron, et ailleurs* ». **Mais il ne suffit pas de s'inquiéter.**

Les peuples d'Europe sont en droit d'exiger de leurs

gouvernements, de leurs représentants, des forces politiques qu'elles mettent en échec les projets de guerre américains, pour la défense de leurs intérêts, par solidarité avec les peuples du sud de la Méditerranée, au nom d'une autre conception de la sécurité, et une autre vision du monde que celle des faucons de Washington ou des pétroliers de Wall Street.

La fermeté affichée par les autorités françaises a joué un rôle positif indéniable, notamment pour contraindre les Etats-Unis à passer par l'ONU. Mais l'appel à se préparer « à toute éventualité » laisse la porte ouverte, non seulement à un accord, mais à une éventuelle participation aux opérations. S'il était tenté de céder aux pressions, le chef de l'Etat devrait en évaluer le coût politique et surtout les conséquences pour notre pays.

**La position de la France, compte tenu de sa place au Conseil de Sécurité, peut être déterminante : elle ne doit souffrir aucune ambiguïté, jusqu'à l'usage du droit de veto.**

Quant à l'Europe, aujourd'hui, elle a pris position à minima. Mais pour les forces de gauche et progressistes, cette crise est l'occasion de pousser le débat sur le sens de cette construction, sur la redéfinition du projet commun, avec la paix et la solidarité au cœur, dégagé de toute tutelle et porteuse, face à la logique impérialiste de l'administration américaine, d'une conception nouvelle des relations internationales. Sans attendre, cette crise appelle une intensification du dialogue et des coopérations avec les pays de la Méditerranée, un engagement plus déterminé pour une issue juste à la tragédie israélo-palestinienne, aujourd'hui dans l'impasse.

Les manifestations, la multiplication des initiatives, expriment la montée du rejet de la guerre que traduisent les sondages. La journée mondiale d'action du 15 février s'annonce déjà comme un moment d'une exceptionnelle mobilisation. Avec dans toutes les capitales européennes dont Paris, des manifestations géantes, en relation avec les mouvements anti-guerre américains. Une partie essentielle du bras de fer se joue dans l'ampleur de ces mobilisations.

Paradoxalement, alors que s'enchaînent les préparatifs de guerre, que se durcit le ton des dirigeants américains, l'espace s'est élargi pour refuser la guerre et sa fatalité. C'est déjà un enseignement politique remarquable à tirer de la période – quoi qu'il arrive – alors que l'impérialisme par sa puissance – réelle – fait peser sur les consciences le poids même de sa domination. Et par là même l'inefficacité de l'intervention populaire et de l'action politique. C'est aussi cela qui se joue dans le débat sur les moyens d'empêcher la guerre. n

\*. Daniel Cirera est responsable des Relations internationales du PCF.

1. Même si au Pentagone et dans des cercles dirigeants à Washington s'expriment des doutes quant à la durée de l'intervention, son coût ses suites et ses conséquences, dans la région et dans le monde.